ANNEXE 1

Engagements relatifs à la gestion des données à caractère personnel par le candidat dans le cadre de l’appel à candidature

EXPERIMENTATION DE L’ACCOMPAGNEMENT RENOVÉ DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA :

Conception et animation de parcours et modules collectifs permettant un accompagnement renforcé des BRSA et la mise en place de plans d’actions d’insertion adaptés à la situation de personnes

|  |
| --- |
| **Note Explicative**Le RGPD est applicable depuis le 25 mai 2018. L’article 28 du RGPD relatif à la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel.Cette annexe décrit toutes les obligations et apporte les garanties des cocontractants (Responsable de Traitement et Sous-traitant) afin de protéger les personnes concernées.**Procédure à suivre par le Sous-Traitant ( = le candidat)**Veuillez renseigner les parties en bleu.Et nous retourner l’Annexe complétée par vos soins.Vous ne devez en aucun cas modifier ce document sous peine d ‘irrégularité.Préfixez le nom du fichier par votre nom.Les paragraphes*« Pour information »*vousproposent des explications ou exemples. |

Le Département des Hautes-Pyrénées, situé à rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 et représenté par M. Le Président du Conseil Départemental

(Ci-après, « ***le responsable de traitement*** »)

D’une part,

ET

Le titulaire (ci-après, « ***le sous-traitant*** »)

Veuillez renseigner vos coordonnées

D’autre part,

**I. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s’engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s’engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

Ces engagements sont valables pour la durée globale de l’action.

**II. Description du traitement faisant l’objet de la sous-traitance**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) *:*

*- conception et animation de parcours et modules collectifs permettant un accompagnement renforcé des BRSA et la mise en place de plans d’actions d’insertion adaptés à la situation de personnes.*

La nature des opérations réalisées sur les données est :

*- dossiers individuels des personnes (papier et informatique) ;*

*- tableaux de suivi (papier et informatique).*

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- *la connaissance des coordonnées de la personne pour la contacter facilement ;*

*- la connaissance de la personne et de ses besoins afin de juger de son éligibilité à l’action et de pouvoir adapter le suivi à ses difficultés ;*

*- le suivi de l’action afin de rendre compte de ce qui a été fait et de justifier de la bonne utilisation de l’argent public.*

Les données à caractère personnel traitées sont *:*

*- les coordonnées de la personne (nom, prénom, date de naissance, adresse et téléphone, accompagnement de la personne, possession du permis B et/ou d’un véhicule) ;*

*- les informations liées au statut de la personne (contrat d’engagement réciproque, identifiants Pôle Emploi) ;*

*- les attentes de la personne et son curriculum vitae ;*

*- les éléments relatifs à la réalisation de l’action (feuilles d’émargement, bilan du suivi de la personne).*

Les catégories de personnes concernées sont *les bénéficiaires du RSA sur les territoires de Communauté de Communes Adour Madiran et du bassin d’emploi de Lourdes.*

Pour l’exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

*- éléments présents sur la fiche de prescription et tableaux de suivis à compléter.*

*Pour information*

*Un traitement de données personnelles est une opération, ou ensemble d’opérations, portant sur des données personnelles, quel que soit le procédé utilisé (collecte, enregistrement organisation, conservation, adaptation, modification, extraction consultation, utilisation, communication par transmission ou diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement).*

*Un traitement de données personnelles n’est pas nécessairement informatisé : les fichiers papier sont également concernés et doivent être protégés dans les mêmes conditions.*

*Un traitement de données doit avoir un****objectif****, une finalité déterminée préalablement au recueil des données et à leur exploitation.*

*Exemples de traitements : tenue du registre des sous-traitants, gestion des paies, gestion des ressources humaines, etc.*

**III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l’objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu’une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l’Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l’Union ou du droit de l’Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

* S’engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
* Reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance – autorisation spécifique**

*Pour information*

*Selon la définition de la CNIL, le sous-traitant (****Vous****) est la personne physique ou morale (entreprise ou organisme public) qui traite des données pour le compte d’un autre organisme (« le responsable de traitement », le Département des Hautes-Pyrénées), dans le cadre d’un service ou d’une prestation.*

*Pour plus d’informations, consulter la* [*CNIL*](https://www.cnil.fr/fr/definition/sous-traitant)*.*

6.1 Le sous-traitant (=candidat à l’appel à candidatures) est autorisé à faire appel à un sous-traitant :

*[… Le sous-traitant précise ici l’identité et les coordonnées de cette entité et les dates du contrat de sous-traitance]*

Votre réponse :

6.2 Le sous-traitant est autorisé à faire appel à l’entité (ci-après, le « ***sous-traitant ultérieur*** ») pour mener les activités de traitement suivantes :

*Le sous-traitant peut faire appel à un sous-traitant ultérieur\*.*

*[…Le sous-traitant détaille ici clairement les activités de traitement de données sous-traitées.]*

*Nos attentes : Faites-vous appel à un prestataire (votre sous-traitant) pour un progiciel ? Quel type d’hébergement (interne ou externe) ?*

Votre réponse :

*[Le paragraphe précédent est à renseigner autant de fois qu’il y a de sous-traitants ultérieurs]*

En cas de recrutement d’autres sous-traitants ultérieurs en cours d’exécution de l’action, le sous-traitant doit recueillir l’autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement en précisant l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance, et en détaillant clairement les activités de traitement de données sous-traitées.

*\*Pour information*

*Il est important de déclarer l’ensemble des sous-traitants ultérieurs sous votre responsabilité afin de connaître la chaine de responsabilité (cf paragraphe «****Respect des obligations par les sous-traitants ultérieurs »).***

*Exemple : Vous faites appel à un éditeur de logiciel qui est votre sous-traitant. Ce même éditeur peut faire appel à un hébergeur de données, qui par conséquent, est désigné comme sous-traitant du sous-traitant.*

***Respect des obligations par les sous-traitants ultérieurs***

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l’exécution par l’autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d’information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l’information relative aux traitements de données qu’il réalise. La formulation et le format de l’information (conformément aux articles 12,13 et 14 du RGPD) doivent être convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

La personne donnera son consentement à la collecte du traitement des données par la signature d’une fiche de consentement, dès son entrée dans l’action.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées : droit d’accès, de rectification, d’effacement et d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d’exercice de leurs droits, s’agissant des données faisant l’objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

9.1. **Information du sous-traitant au responsable de traitement**

***Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail à destination du délégué à la protection des données (delegue.donnees@ha-py.fr) et du Service Insertion en charge du suivi de cette action (CD65-Insertion@ha-py.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l’autorité de contrôle compétente.***

La notification contient au moins :

* la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
* le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
* la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
* la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

9.2 **Information à la CNIL**

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l’autorité de contrôle compétente (la **CNIL**), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d’engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification reprend au moins les données déjà communiquées au responsable de traitement lors de l’information de la violation de données à caractère personnel (cf 9.1).

Si, et dans la mesure où il n’est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

9.3. **Information à la personne concernée**

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la **personne concernée** dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

* la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
* le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
* la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
* la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d’analyses d’impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l’autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

***Pour information***

**Ce paragraphe est à renseigner par le sous-traitant.**

*[Le sous-traitant doit ici* ***décrire*** *de manière précise les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté aux risques en fonction de l’objet de l’action]*

*[Le sous-traitant décrira, entre autres :*

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

* *la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel*
	+ Votre réponse :
* *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;*
	+ Votre réponse :
* *les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;*
	+ Votre réponse :
* *une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement]*
	+ Votre réponse :
* *Moyens d’échanges sécurisés de données à caractère personnel entre le sous-traitant et le responsable de traitement. Le Département propose sa plateforme sécurisée de transferts de fichier NEXTCLOUD.*
	+ Votre réponse :

*[Le sous-traitant peut également annexer un document (par exemple un mémoire technique) décrivant l’ensemble des mesures de sécurité mises en œuvre].*

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par :

Votre réponse :

-*[code de conduite, certification : le sous-traitant précise ici s’il respecte un code de conduite ou de certification]*.

*Pour vous aider, vous pouvez vous appuyer sur le kit de sécurité proposé par le site de l’ANSSI sur ce* [*sujet*](https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/rgpd-renforcer-la-securite-des-donnees-a-caractere-personnel/)*.*

***[Commentaire - Dans la mesure où l’article 32 du règlement européen sur la protection des données prévoit que la mise en œuvre des mesures de sécurité incombe au responsable du traitement et au sous-traitant, il est recommandé de déterminer précisément les responsabilités de chacune des parties au regard des mesures à mettre en œuvre].***

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s’engage à :

détruire toutes les données à caractère personnel 6 mois après la fin de l’action.

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s’il en a désigné un conformément à l’article 37 du règlement européen sur la protection des données.

***Nom, Prénom du DPO : […]***

***Courriel : […]***

14. **Registre des catégories d’activités de traitement**

***Le Sous-Traitant, déclare* tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

* le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
* les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
* le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
* dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
	+ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
	+ des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
	+ des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
	+ o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

**IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant**

Le responsable de traitement s’engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II du présent document

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.